



Les États-Unis et l'OTAN : une perspective longue

Par **Jean-Sylvestre Mongrenier**, chercheur à l'Institut français de géopolitique et chercheur associé à l'Institut Thomas More.

Selon les théories néo-réalistes des relations internationales, les alliances politico-militaires visent à répondre au « dilemme de sécurité ».

Elles regroupent des États qui partagent des enjeux de sécurité et accumulent des forces, afin de contrebalancer une menace. Les alliances s'inscrivent donc dans une certaine configuration de puissance et ne sont pas censées survivre aux conditions qui les ont fait naître. Pourtant l'Alliance atlantique (l'OTAN) a survécu à la guerre froide et elle est aujourd'hui plus âgée que bien des chefs d'État et de gouvernement des pays membres. D'aucuns expliquent ce constat par la volonté dominatrice des États-Unis, mais l'affaire est plus complexe. D'une part, la fondation de l'OTAN n'était pas d'emblée inscrite dans la doctrine Truman (12 mars 1947)

et il faudrait parler d'« hégémonie par invitation ». D'autre part, c'est une partie de l'opinion publique américaine, animée par l'isolationnisme, qui remet en cause l'OTAN et les alliances des États-Unis dans le monde.

La tradition isolationniste américaine

De fait, la fondation de l'OTAN est en rupture avec la longue hostilité des États-Unis à l'encontre des engagements militaires extérieurs permanents. On se souvient du « discours d'adieu » au Congrès dans lequel George Washington affirme le refus de toute « alliance empêtrante » (17 septembre 1796). Présentée comme le point de départ de la tradition isolationniste des États-Unis, cette recommandation doit être replacée dans les rapports de force de l'époque. La jeune république protestante est un

pays de faible poids dont il faut éviter la satellisation par les grandes puissances d'alors : l'Angleterre coloniale, avec laquelle une nouvelle guerre éclatera en 1812 ; la France révolutionnaire et jacobine, qui suscite la répulsion du premier président américain. En aucun cas l'isolationnisme ne constitue une forme d'isolement et, bien que la conquête de la « *Frontier* »

des Philippines (1898), puis la participation active au règlement des conflits du début du siècle (guerre russo-japonaise de 1904-1905, crise de Tanger en 1905), les États-Unis entrent dans le cercle des grandes puissances mondiales. Le 2 avril 1917, les États-Unis déclarent la guerre à l'Allemagne et l'on sait le rôle que Woodrow Wilson jouera lors de la Conférence de la Paix (1919). Pourtant, le Congrès désavoue le président des États-Unis, la nouvelle majorité républicaine refusant le traité de Versailles et la Société des Nations. Dans sa *République impériale*, Raymond Aron nomme « syndrome Wilson »

“ Les grandes nations ne peuvent pas s'isoler. ”

WENDELL L. WILLKIE (candidat républicain à la présidence, 1940)

absorbe les énergies, la diplomatie américaine se déploie au-delà de l'« hémisphère occidental », jusqu'en mer Méditerranée et dans le « Grand Océan » (l'océan Pacifique). Sur un plan général, le développement historique des États-Unis fait partie intégrante du phénomène d'expansion impériale de l'Occident aux XVIII^e et XIX^e siècles. Il importe donc de replacer dans ce contexte l'élaboration d'une « cosmologie impériale » (Philip Golub) qui fait écho aux discours et représentations géopolitiques des dirigeants des grandes puissances d'alors, dans un monde objectivement européocentrique. Bref, la thématique isolationniste doit être bien comprise et relativisée. Avec la guerre hispano-américaine, l'annexion des îles Hawaii, la colonisation

ce passage de l'activisme diplomatico-stratégique au repli sur soi. Il reste que le « retour à la normale » s'avère impossible et les États-Unis ne pourront se tenir à l'écart de la Deuxième Guerre mondiale.

Sens et portée de l'OTAN

Dès le début du conflit, Walter Lippmann écrit : « Il s'est produit l'un des événements les plus importants de l'histoire de l'humanité. La puissance qui contrôle la civilisation occidentale a traversé l'Atlantique ». La guerre achevée, l'administration Truman est consciente des responsabilités internationales qui sont celles des États-Unis et ne veut pas réitérer les erreurs de l'avant-guerre : l'« internationalisme » et le multilatéralisme succèdent à l'isolationnisme. Malgré la doctrine



Photo ci-contre : Alors que les États-Unis sont le premier contributeur financier de l'OTAN, le président Barack Obama a déclaré lors du dernier sommet, à Varsovie en juillet dernier, que « dans les bons comme dans les mauvais jours, l'Europe peut compter sur les États-Unis. Toujours. » Il a cependant ajouté qu'il ne fallait pas se reposer complètement sur les États-Unis pour la sécurité de l'Europe et que « chacun doit se prendre en main et faire mieux ». (© OTAN)

“ L’américanisme sera notre credo et non le globalisme. ”

DONALD TRUMP (Cleveland, 21 juillet 2016)

lui-même préféré une garantie de sécurité unilatérale des États-Unis au bénéfice des pays d’Europe occidentale, ceux-ci étant destinés à s’organiser sur une base propre. Méfiance historique à l’égard des « alliances empêtrantes » ?

Au vrai, la diplomatie de Truman est davantage marquée par la culture politique wilsonienne, réticente quant aux vertus de l’équilibre des puissances, et l’Alliance atlantique (4 avril 1949) est pensée comme un système de sécurité collective. Elle n’est pas dirigée contre un agresseur déterminé, mais contre le fait même de l’agression. Les signataires sont invités à résoudre pacifiquement leurs différends et à développer des relations amicales (articles 1 et 2 du traité de l’Atlantique Nord). Le texte du traité s’ouvre sur un préambule aux accents wilsoniens et aux allures de profession de foi civilisationnelle. Au total, l’OTAN a une portée plus large qu’une simple alliance – il ne s’agit pas seulement de contenir l’URSS – et constitue une communauté de sécurité.

Enfin, l’OTAN est la pièce majeure d’un dispositif géopolitique global dans lequel les États-Unis assument le rôle de « stabilisateur hégémonique ». Cette structure, qui prend forme au début de la guerre froide pour intégrer ensuite de nouveaux pays, constitue un « Grand Espace ». Juriste et philosophe du politique, Carl Schmitt définit comme tel un ensemble politique dont l’influence s’étend bien au-delà des limites d’un État classique. Il lie ce type de structure géopolitique à l’extension des ordres de grandeur sur les plans de la technique, de l’économie et des rapports de puissance. Si le concept schmittien du « Grand Espace » a parfois été compris comme la théorisation d’une sorte de super-État continental, doté d’un territoire fixe et d’un seul tenant, il convient de le lire comme la pensée d’un ensemble dynamique, aux limites mobiles, avec une dimension maritime et aérospatiale.

Une nouvelle version du « syndrome Wilson »

Après la guerre froide, les États-Unis et leurs alliés décident de conserver et rénover l’OTAN (sommets atlantiques de Londres et Rome, 1990-1991), ce qui s’explique par l’histoire immédiate (le succès du *containment* et la « victoire froide »), mais également par l’incertitude des temps qui s’ouvrent alors. Aussi l’OTAN entame-t-elle un triple élargissement : un élargissement sur le plan fonctionnel avec des missions dites « non-article 5 » (« *crisis management* ») ; un élargissement de l’aire de coopération avec l’instauration de partenariats à l’est (« Partenariat pour la Paix ») et au sud (« Dialogue méditerranéen », prolongé par l’« Initiative de coopération d’Istanbul ») ; un élargissement en plusieurs étapes aux PECO (pays d’Europe centrale et orientale). L’extension du champ des opérations commence dans les Balkans, avant que la « guerre contre le terrorisme » ne conduise l’OTAN jusqu’en Afghanistan.

Le mouvement vers une « OTAN globale », apte à intervenir sur des théâtres extérieurs lointains, en association avec d’autres alliés des États-Unis (Australie, Nouvelle-Zélande, Japon et Corée du Sud), est animé par des défis concrets et s’inscrit dans un projet universaliste fondé sur l’*enlargement*, i.e. la

d’endiguement de l’URSS, une partie de la classe dirigeante reste pourtant réservée quant à l’idée franco-britannique d’un « système de sécurité atlantique ». Théoricien du *containment*, George Kennan aurait

promotion de la démocratie libérale et de l’économie de marché. Dans ce schéma global, l’OTAN se transmuterait en une sorte de « garde mobile » au service d’une structure d’ordre qui instituerait une combinaison de « paix par l’empire » et de « paix par le droit ». La formule suivante résume la nouvelle OTAN : « *Out of area or out of business* ». Toutefois, les réticences européennes, la situation aux frontières orientales et les inflexions de la grande stratégie américaine sous Barack Obama imposent un recentrage sur l’article 5 (cf. le Concept stratégique de Lisbonne, 2010).

Si le « pivot » vers l’Asie-Pacifique annoncé par Obama a suscité le trouble, le renforcement de la posture de défense et de dissuasion de l’OTAN sur l’axe Baltique-mer Noire, en réponse à la politique russe en Ukraine, a rassuré (sommet de Varsovie, 8-9 juillet 2016). En revanche, les déclarations de Donald Trump sur l’OTAN et les alliances américaines sèment le doute : l’Amérique renouerait-elle avec le vieil isolationnisme, une « *Blue Water Strategy* » inspirée de l’Angleterre victorienne remplaçant les alliances au sol ? Radicalisant de manière démagogique la « prudence stratégique » d’Obama, le candidat républicain à la Maison-Blanche serait la nouvelle expression du « syndrome Wilson » précédemment évoqué.

Vers une rupture stratégique ?

Du point de vue de l’Europe, l’attitude américaine à l’égard du monde extérieur a un caractère hautement stratégique. Les propos tenus dans la campagne font écho au discours de Robert Gates, alors ministre de la Défense sur le départ, exhortant les alliés à accroître leurs dépenses militaires, afin de convaincre les Américains de rester en Europe (Bruxelles, le 10 juin 2011). Il pourrait bien s’agir d’une simple crise transatlantique quant au « partage du fardeau » de la défense, mais si les choses s’intensifiaient, la remise en cause de l’OTAN menacerait l’unité et la sécurité de l’Europe.

Difficile par ailleurs d’imaginer que les États-Unis, sans véritables alliés, puissent maintenir leurs positions et leur suprématie mondiale ; les « coalitions de bonnes volontés » ont révélé leurs limites, en Afghanistan comme en Irak. Enfin, le fournisseur historique de « biens internationaux publics » faisant défaut, l’ordre mondial vacillerait plus encore sur ses bases. Après des années d’antiaméricanisme et de propos lénifiants sur les vertus de la multipolarité, une telle rupture nous remémorerait l’ancienne vérité des Grecs : « Quand les dieux veulent vous punir, ils exaucent vos vœux ».

Jean-Sylvestre Mongrenier

Photo ci-contre : Le candidat républicain à la présidentielle, Donald Trump, déclarait en mars 2016 que l’OTAN était une organisation « obsolète » et qu’elle devait être « réadaptée pour s’occuper du terrorisme », ajoutant que les États-Unis payaient une part disproportionnée des coûts de l’OTAN et qu’il était temps de renégocier cela. (© Windover Way Photography/Shutterstock)

